

Instruction du 14/01/2020
La valeur en douane des marchandises

À l'importation, comme à l'exportation, les déclarations en douane doivent comporter l'indication de la valeur des marchandises auxquelles elles se rapportent.

La présente instruction a vocation à fournir aux opérateurs économiques et aux services de l'État **une analyse synthétique des règles régissant la détermination de la valeur en douane** des marchandises importées ou exportées.

Pour aller plus loin, il convient de se référer aux fiches techniques publiées sur le site internet : <https://www.douane.gouv.fr/> (dossiers « valeur en douane » ou « les fondamentaux de l'import-export »).

La Commission européenne, par l'intermédiaire de la DG TAXUD, publie également des instruments relatifs à la valeur en douane, disponibles sur son site internet ou sur celui de la douane française.

SOMMAIRE

INTRODUCTION GÉNÉRALE

ABRÉVIATIONS UTILISÉES

BASES JURIDIQUES

PARTIE I - LA VALEUR EN DOUANE À L'IMPORTATION

INTRODUCTION

- I. Les bases juridiques
- II. Caractéristiques générales

SOUS - PARTIE I - LA MÉTHODE DE LA VALEUR TRANSACTIONNELLE

CHAPITRE I. La vente à retenir comme base de la valeur transactionnelle

SECTION I. La notion de vente

SECTION II. Les caractéristiques de la vente à retenir pour déterminer la valeur transactionnelle

SECTION III. L'acceptabilité de la valeur transactionnelle en cas de vente

SECTION IV. L'évaluation sur la base de la valeur transactionnelle

- I. La notion de prix effectivement payé ou à payer
- II. Répartition proportionnelle du prix effectivement payé ou à payer
- III. Les réductions de prix
- IV. Les réductions pour paiement anticipé
- V. Ajustements de prix pour les marchandises défectueuses
- VI. Les livraisons partielles
- VII. Les pertes partielles d'un envoi de marchandises, les marchandises manquantes ou les dommages subis par les marchandises
- VIII. Ajustements de prix postérieurs à l'importation, sur la base de dispositions contractuelles valides au moment du dédouanement

CHAPITRE II. Les éléments à ajouter

CHAPITRE III. Les éléments à retrancher

SOUS - PARTIE II - LES MÉTHODES SECONDAIRES D'ÉVALUATION

CHAPITRE I. LES MÉTHODES COMPARATIVES

SECTION I. Les marchandises identiques

SECTION II. Les marchandises similaires

SECTION III. L'utilisation de la valeur transactionnelle de marchandises identiques ou similaires

CHAPITRE II. La méthode déductive

CHAPITRE III. La méthode de la valeur calculée

CHAPITRE IV. Les méthodes du dernier recours

SOUS - PARTIE III - LES AUTORISATIONS RELATIVES A LA VALEUR EN DOUANE

CHAPITRE I. L'autorisation de valeur provisoire

CHAPITRE II. L'autorisation d'ajustement de la valeur

PARTIE II – LA VALEUR EN DOUANE A L'EXPORTATION

SECTION I. Détermination de la valeur facturée

SECTION II. Ajustements de la valeur facturée

INTRODUCTION GÉNÉRALE

Assiette des droits de douane et autres droits *ad valorem*, dus en raisons de l'importation des marchandises dans l'Union européenne, la valeur en douane fait partie, avec l'espèce tarifaire et l'origine des marchandises, des éléments constituant la base de l'établissement de la dette douanière, terme désignant le montant des droits à acquitter.

La valeur en douane des marchandises importées est déterminée selon le Règlement [UE] n°952/2013 du Parlement et du Conseil du 9 octobre 2013 établissant le Code des Douanes de l'Union et plus particulièrement par les dispositions figurant au Titre II, Chapitre 3.

Le Règlement délégué [UE] 2015/2446 de la Commission du 28 juillet 2015 et le Règlement d'exécution [UE] 2015/2447 de la Commission du 24 novembre 2015 déterminent les modalités d'application des dispositions relatives à la valeur en douane des marchandises importées.

Cette réglementation est d'application directe et générale. Elle concerne aussi bien les marchandises exemptes de droits de douane que celles qui en sont passibles, y compris celles faisant l'objet d'une déclaration en douane pour un régime autre que la mise à la consommation.

Les règles européennes relatives à la détermination de la valeur en douane sont également applicables pour la détermination de l'assiette fiscale de :

- la TVA à l'importation : l'article 292 du Code Général des Impôts dispose que la base d'imposition à la TVA est constituée par la valeur définie par la législation douanière conformément aux règlements communautaires en vigueur, valeur à laquelle s'ajoutent certains éléments ;
- l'octroi de mer : l'article 9-1 de la loi n° 2004-639 du 2 juillet 2004 relative à l'octroi de mer prévoit que l'assiette de l'octroi de mer est constituée par la valeur en douane au lieu d'introduction des marchandises dans chaque collectivité relevant de l'article 73 de la Constitution du 4 octobre 1958 en vigueur ;
- certaines taxes fiscales affectées sont également concernées, sous réserve des dispositions particulières des impositions nationales en cause.

Par ailleurs, la valeur en douane est utilisée à des fins statistiques et constitue un élément essentiel de la valeur statistique à l'importation, appréciée au point d'entrée sur le territoire national, qui permet d'établir le chiffre du commerce extérieur (article 4 du règlement n°113/2010 du Parlement européen et du Conseil du 9 février 2010).

La valeur à déclarer à l'exportation est celle définie à l'article 36 du Code des Douanes National codifié par le décret n°48-1985 du 8 décembre 1948. Elle sert essentiellement à l'établissement des statistiques du commerce extérieur de la France et, le cas échéant, à l'application des droits et taxes *ad valorem* perçus en raison de la sortie du territoire national.

ABRÉVIATIONS UTILISÉES

CDU : Code des Douanes de l'Union applicable depuis le 1^{er} mai 2016.

REC : Règlement d'Exécution [UE] 2015/2447 de la Commission du 24 novembre 2015.

RDC : Règlement Délégué [UE] 2015/2446 de la Commission de la Commission du 28 juillet 2015.

OMC : Organisation Mondiale du Commerce.

TDU : Territoire Douanier de l'Union tel que défini à l'article 4 du CDU.

TVA : Taxe sur la Valeur Ajoutée

BASES JURIDIQUES

I. Les bases de détermination de la valeur en douane

CDU - **Articles 69 à 76** - Valeur en douane des marchandises.

RDC - **Article 71 et Articles 145 à 147** - Autorisations d'ajustement / Autorisations de valeur provisoire.

REC - **Articles 127 à 146 et Annexes 23-01 et 23-02** - Application des règles de la valeur en douane.

II. Les bases juridiques se référant à l'établissement de la valeur en douane¹

Concernant les formalités douanières :

Article 5 Définitions

Articles 12 à 15 Communication d'informations à la douane

Article 18 Représentant en douane

Articles 22 à 30 Décisions relatives à l'application de la législation douanière

Article 51 Conservation des documents

Article 53 Conversions monétaires

Articles 77 à 80 Dette douanière à l'importation

Article 85 Calcul des droits à l'importation / exportation (règle générale)

Article 86 Calcul des droits à l'importation / exportation (règle particulière)

Article 87 Lieu de naissance de la dette douanière

Article 127 Dépôt d'une déclaration sommaire d'entrée

Concernant les règles générales relatives aux procédures douanières :

Article 162 Contenu d'une déclaration en douane normale

Article 163 Documents d'accompagnement

Article 166 Déclaration simplifiée

Article 167 Déclaration complémentaire

Article 172 Acceptation d'une déclaration en douane

¹ Cette liste est limitée aux dispositions du CDU.

Concernant les régimes douaniers :

Article 201 Mise en libre pratique – champ d’application /effet

Article 226 Transit externe

Article 240 Stockage en entrepôt douanier

Article 250 Admission temporaire

Article 254 Destination particulière

Article 256 Perfectionnement actif – champ d’application

Article 259 Perfectionnement passif – champ d’application

Assiette de la TVA à l’importation :

Article 292 du Code Général des Impôts

Article 85 de la Directive 2006/112/CE du Conseil du 28 novembre 2006

Mesures relatives aux statistiques du commerce extérieur :

Article 4 du Règlement n°113/2010 de la Commission du 9 février 2010

Mesures entrant dans le champ de la Politique Agricole Commune :

Article 181 du Règlement (UE) n°1308/2013 du Parlement européen et du Conseil, portant organisation commune des marchés des produits agricoles - système des prix d’entrée.

Articles 133 à 137 du Règlement d’exécution (UE) n°1234/2007 du Conseil.

PARTIE I.

LA VALEUR EN DOUANE À L'IMPORTATION

Introduction

I. Les bases juridiques

Les articles 69 à 76 du CDU, 71 et 145 à 147 du RDC et 127 à 146 du REC reprennent, pour l'essentiel, les dispositions de l'*Accord de l'OMC sur l'évaluation* (l'Accord), auparavant connu sous le nom d'*Accord sur la mise en œuvre de l'Article VII de l'Accord Général sur les Tarifs Douaniers et le Commerce de 1994* (Accord du cycle d'Uruguay - OMC).

L'Accord, qui est ouvert à l'accession de tous les pays, membre de l'OMC (164) ou non, est appliqué par les pays industrialisés (à l'exception de la Suisse) et par la majorité des pays en développement. Il a été approuvé par la Communauté économique européenne le 10 décembre 1979 et publié au Journal officiel des Communautés européennes le 17 mars 1980 (Règlement 1221/80).

Il institue un comité technique de l'évaluation en douane, qui se réunit deux fois par an, en vue d'assurer l'uniformité d'interprétation et d'application de l'Accord. Parmi ses attributions, le Comité technique est appelé à rendre des avis sur des questions techniques particulières à la demande de membres. Les instruments publiés par ce comité sont disponibles, à la demande, auprès du bureau de la politique tarifaire ou commerciale de la douane française ou sur le site de l'organisation mondiale des douanes.

II. Caractéristiques générales

La valeur transactionnelle est la principale méthode d'évaluation en douane. Elle est définie à l'article 70 du CDU et se réfère au prix des marchandises. Cette valeur doit être éventuellement ajustée pour tenir compte des éléments limitativement énumérés aux articles 71 et 72 du CDU.

Lorsque la valeur en douane ne peut être déterminée selon les dispositions de l'article 70 du CDU, les différentes méthodes d'évaluation secondaires doivent être employées dans l'ordre de leur énonciation à l'article 74 du CDU.

Les méthodes secondaires conduisent également à se référer à des éléments objectifs, à partir de valeurs déjà acceptées par la douane, pour des marchandises identiques ou similaires en provenance du même pays d'exportation. À défaut, il sera fait référence à des données se rapportant à la marchandise elle-même ou à des marchandises identiques ou similaires.

Les méthodes prévues à l'article 74-3 du CDU et 144 du REC permettent, en dernier recours, l'utilisation de tous les moyens raisonnables, non expressément interdits, pour évaluer la marchandise.

Dans tous les cas, le CDU exclut la possibilité de se référer à des valeurs minimales, arbitraires ou fictives.

SOUS PARTIE I

LA MÉTHODE DE LA VALEUR TRANSACTIONNELLE

La valeur en douane est, en principe, la valeur transactionnelle, c'est-à-dire le prix effectivement payé ou à payer pour les marchandises, lorsqu'elles sont vendues pour l'exportation à destination du TDU, après d'éventuels ajustements, conformément aux dispositions des articles 71 et 72 du CDU.

La notion de valeur transactionnelle est articulée autour des éléments suivants :

1. la vente à retenir ;
2. le prix payé ou à payer ;
3. les éléments à ajouter au prix ;
4. les éléments à déduire du prix.

CHAPITRE I.

LA VENTE À RETENIR COMME BASE DE LA VALEUR TRANSACTIONNELLE

SECTION I. La notion de vente

L'utilisation de la valeur transactionnelle implique, obligatoirement, que la marchandise à évaluer ait fait l'objet d'une vente au moment de l'introduction dans le TDU.

La facture qui se rapporte à la valeur transactionnelle déclarée est requise comme document d'accompagnement de la déclaration en douane (article 145 REC et article 163 CDU).

Ni l'Organisation mondiale des douanes, ni le CDU, ne fournissant de définition du terme "vente", cette notion est, de fait, interprétée par les législations nationales des pays concernés. Cependant, afin d'obtenir l'uniformité souhaitée dans l'application des règles de l'OMC, le terme "vente" doit être interprété dans son sens le plus large.

Ceci signifie que toutes les transactions qui peuvent être économiquement et légalement qualifiées de vente doivent, de la manière la plus large possible, pouvoir être utilisées comme valeur transactionnelle et ainsi refléter la valeur économique réelle des marchandises importées.

En l'absence de vente, il n'y a pas de valeur transactionnelle et seules les méthodes secondaires s'appliquent pour évaluer les marchandises importées.

SECTION II. Les caractéristiques de la vente à retenir pour déterminer la valeur transactionnelle

Lorsqu'il est établi que l'opération considérée constitue effectivement une vente, elle doit présenter certaines caractéristiques pour être acceptable aux fins de l'évaluation en douane.

La réglementation ne prévoit aucune disposition concernant la localisation du vendeur et de l'acheteur, parties à la transaction retenue pour l'évaluation en douane, même si, en pratique, une vente entre un acheteur situé dans l'Union et un vendeur situé dans un pays tiers est à privilégier.

La transaction retenue pour l'évaluation en douane doit être une vente pour l'exportation à destination du TDU, dont la définition figure à l'article 4 du CDU.

Cette condition est remplie dès lors que la transaction a été conclue dans le but de transférer les marchandises vers le TDU. Le mouvement des marchandises à l'échelle internationale doit être, directement ou indirectement, corrélé à la vente retenue afin d'établir la valeur transactionnelle.

La vente doit être intervenue immédiatement avant l'introduction des marchandises dans le TDU.

En vertu des dispositions de l'article 128-1 du REC, la vente à retenir pour l'application de la méthode de la valeur transactionnelle est celle intervenue immédiatement avant l'introduction des marchandises dans le TDU, à condition, toutefois, qu'elle constitue une vente pour l'exportation à destination du TDU.

En cas de ventes multiples avant importation, la dernière vente de la chaîne commerciale, intervenue avant l'introduction des marchandises dans le TDU est celle pertinente pour l'utilisation de la méthode de la valeur transactionnelle.

Le lieu où les marchandises sont considérées comme introduites dans le TDU est défini à l'article 137 du REC.

En l'absence de vente intervenue avant l'introduction des marchandises dans le TDU, la méthode de la valeur transactionnelle ne pourra pas être utilisée.

Cependant, le second paragraphe de l'article 128 prévoit, dans certains cas spécifiés, l'utilisation de la méthode de la valeur transactionnelle quand bien même aucune vente n'est intervenue avant l'introduction des marchandises dans le TDU.

Lorsque les marchandises sont vendues pour l'exportation à destination du TDU, non pas avant leur introduction mais alors qu'elles se trouvent sur le territoire en dépôt temporaire ou sont placées sous un régime particulier autre que le transit interne, la destination particulière ou le perfectionnement passif, la valeur transactionnelle est alors déterminée sur la base de cette vente.

Ce paragraphe doit être lu à la lumière de l'article 70 du CDU et du premier paragraphe de l'article 128 du REC.

SECTION III. L'acceptabilité de la valeur transactionnelle en cas de vente

Lorsque la marchandise a fait l'objet d'une vente, la valeur transactionnelle constitue la valeur à déclarer en douane, à condition que les conditions prévues à l'article 70-3 du CDU soient remplies, c'est-à-dire :

- ◆ qu'il n'existe pas de restrictions concernant la cession ou l'utilisation des marchandises par l'acheteur, autres que l'une quelconque de celles qui :
 - sont imposées ou exigées par la loi ou par les autorités publiques de l'Union ;
 - limitent la zone géographique dans laquelle les marchandises peuvent être revendues ;
 - n'affectent pas substantiellement la valeur en douane des marchandises.

- ◆ que la vente ou le prix ne soit pas subordonné à des conditions ou à des prestations dont la valeur n'est pas déterminable pour ce qui se rapporte aux marchandises à évaluer.
Si la valeur est déterminable, elle sera considérée comme faisant partie du prix (article 133 du REC), sauf si elle se rapporte à un élément mentionné à l'article 71 du CDU ou à une activité à laquelle s'applique l'article 129-2 du REC ;
- ◆ qu'aucune partie du produit de toute revente, cession ou utilisation ultérieure des marchandises par l'acheteur ne revienne directement ou indirectement au vendeur ; sauf si un ajustement peut être opéré (en vertu de l'article 71-1 d) et 70-2 du CDU) ;
- ◆ que l'acheteur et le vendeur ne soient pas liés (au sens de l'article 127 du REC) ou que les liens n'aient pas influencé le prix. Pour déterminer l'influence des liens entre les parties, il faut se référer à l'article 134 du REC.

Dans le cas où la vente ne répond pas à ces conditions, la valeur en douane sera déterminée par application des méthodes secondaires.

Par ailleurs, en vertu de l'article 140 du REC, si les autorités douanières ne sont pas convaincues, sur la base de doutes fondés, que la valeur transactionnelle déclarée représente le montant total payé ou à payer défini à l'article 70-1 du CDU, elles peuvent demander au déclarant de fournir des informations supplémentaires.

Si les informations supplémentaires demandées au déclarant n'ont pas permis de dissiper ces doutes, elles peuvent décider de rejeter la valeur transactionnelle déclarée.

Enfin, même si toutes les conditions sont remplies mais que l'opérateur ne peut pas déterminer la valeur transactionnelle de manière définitive au moment de l'importation, et s'il ne dispose pas des autorisations adéquates (autorisation de valeur provisoire ou autorisation d'ajustement – voir infra), la valeur devra être déterminée par application des méthodes secondaires.

SECTION IV. L'évaluation sur la base de la valeur transactionnelle

I. La notion de prix effectivement payé ou à payer

Le prix effectivement payé ou à payer (article 70-1 et 70-2 du CDU) est la contrepartie financière de la marchandise. Il correspond à l'intégralité du paiement effectué ou à effectuer par l'acheteur au vendeur ou au bénéfice de celui-ci pour les marchandises importées (article 129 du REC).

Il comprend tous les paiements effectués ou à effectuer, directement ou indirectement, par l'acheteur, comme condition de la vente des marchandises importées, en faveur :

- ◆ du vendeur ;
- ◆ d'une tierce partie pour le compte du vendeur ;
- ◆ d'une tierce partie liée au vendeur ;
- ◆ d'une tierce partie, lorsque le paiement en faveur de cette partie vise à satisfaire à une obligation du vendeur.

Pour autant, comme en dispose l'article 129-2 du REC, les activités y compris celles se rapportant à la commercialisation, menées par l'acheteur ou par une entreprise liée à l'acheteur pour le compte

de ce dernier ou pour le compte de l'entreprise, autres que celles pour lesquelles un ajustement est prévu à l'article 71 du CDU, ne sont pas considérées comme un paiement indirect au vendeur.

En matière de fret postal, l'article 139 du REC rappelle que les taxes postales frappant jusqu'au lieu de destination les marchandises acheminées par la Poste sont à incorporer en totalité dans la valeur en douane de ces marchandises, à l'exception des taxes postales supplémentaires éventuellement perçues sur le territoire douanier de l'Union.

II. Répartition proportionnelle du prix effectivement payé ou à payer

Lorsque les marchandises déclarées pour un régime douanier constituent une partie d'une plus grande quantité des mêmes marchandises achetées dans le contexte d'une transaction unique, le prix payé ou à payer (article 70-1 du CDU) est calculé proportionnellement au prix pour la quantité totale achetée.

Une répartition proportionnelle du prix effectivement payé ou à payer s'applique également en cas de perte partielle d'un envoi ou en cas de dommage subi par les marchandises avant la mise en libre pratique de celles-ci.

III. Les réductions de prix

Une réduction de prix ou remise désigne généralement une diminution du prix facturé par le vendeur à l'acheteur.

On emploie également indifféremment des termes tels que remises, rabais, ristournes, avoirs, etc.

La réduction peut apparaître sur la facture qui comporte alors l'indication du prix brut, de la réduction et, dans la plupart des cas, du prix net. Elle peut également ne pas apparaître, le prix net étant seul mentionné.

La remise peut être exprimée en montant absolu ou en pourcentage du prix de départ.

Ainsi, dans le cadre de la détermination de la valeur en douane sur la base de la valeur transactionnelle, l'article 130-1 du REC prévoit que les réductions sont prises en considération si, au moment de l'acceptation de la déclaration, le contrat de vente prévoit leur application et leur montant.

De manière générale, les réductions de prix accordées par le vendeur à l'acheteur sont admises en déduction du prix considéré pour la détermination de la valeur en douane, sous réserve :

- ◆ qu'elles se rapportent à la marchandise importée ;
- ◆ qu'elles reposent sur un droit contractuel valide au moment du dédouanement ;
- ◆ que leur montant puisse être déterminé grâce au contrat au moment du dédouanement.

Les remises et les réductions découlant de modifications apportées au contrat après l'acceptation de la déclaration en douane ou dont les montants ne sont pas connus lors du dédouanement ne sont pas prises en considération (article 130-3 du REC).

IV. Les réductions pour paiement anticipé

Comme précisé à l'article 130-2 du REC, les réductions pour paiement anticipé (escomptes) sont prises en considération pour les marchandises dont le prix n'a pas été effectivement payé au moment de l'acceptation de la déclaration en douane.

Dès lors, lorsqu'au moment de l'évaluation en douane, l'acheteur bénéficie d'un escompte de la part du vendeur pour paiement anticipé selon des échéances préfixées, il sera pris en considération dans la valeur transactionnelle, déterminée de façon définitive, bien que le paiement de la marchandise ne soit pas encore intervenu.

Si le paiement est intervenu au moment de l'évaluation en douane, la réduction pour paiement anticipé ne sera prise en considération que si l'acheteur en a effectivement bénéficié.

V. Ajustements de prix pour les marchandises défectueuses

En présence de marchandises défectueuses, l'article 132 du REC permet de prendre en considération les ajustements de prix, effectués par le vendeur en faveur de l'acheteur, sous plusieurs conditions cumulatives :

- ◆ les marchandises étaient déjà défectueuses au moment de l'acceptation de la déclaration en douane de mise en libre pratique ;
- ◆ le vendeur a procédé à l'ajustement pour compenser le défaut afin de satisfaire à une obligation contractuelle conclue avant l'acceptation de la déclaration en douane ou à une obligation légale applicable à ces marchandises.

L'acceptation d'une nouvelle valeur en douane venant se substituer à la précédente se traduit, en pratique, par le dépôt d'une demande de remboursement.

VI. Les livraisons partielles

Lorsque les marchandises déclarées constituent une partie d'une plus grande quantité des mêmes marchandises achetées dans le contexte d'une transaction unique, le prix payé ou à payer (article 70-1 du CDU) est calculé proportionnellement au prix payé ou à payer pour la quantité totale achetée (article 131-1 du REC).

VII. Les pertes partielles d'un envoi de marchandises, les marchandises manquantes ou les dommages subis par les marchandises

L'article 131-2 du REC prévoit également qu'une répartition proportionnelle du prix effectivement payé ou à payer s'applique en cas de perte partielle d'un envoi ou en cas de dommage subi par les marchandises avant la mise en libre pratique des marchandises à évaluer.

Ces dispositions permettent donc de prendre en considération tous les dommages ou les pertes de marchandises survenus en cours de transport et constatés avant le dédouanement, quelle que soit la nature du contrat de vente (FOB / FAB, CIF / CAF, etc – Règles *Incoterms*® 2020).

VIII. Ajustements de prix postérieurs à l'importation, sur la base de dispositions contractuelles valides au moment du dédouanement

Si des éléments du prix ne sont pas encore connus au moment du dédouanement, ce qui peut être le cas quand le prix se base sur un élément inconnu au moment du dédouanement (marge commerciale, etc.), l'opérateur, pour pouvoir déterminer le prix en vertu de l'article 70-1 du CDU, devra solliciter, de la part de l'administration des douanes, une autorisation de valeur provisoire ou une autorisation d'ajustement de la valeur en douane (cf. p.20 et 21).

Ces dispositions concernent aussi bien les éventuelles remises, que les paiements complémentaires, calculés postérieurement à l'importation.

De la même manière, si une non-conformité avec les stipulations du contrat est constatée avant le dédouanement, mais que le montant de l'indemnité n'est pas connu, il y a lieu de recourir à l'une des autorisations.

Si la non-conformité au contrat est constatée après le dédouanement et qu'une indemnité est allouée, une modification de la valeur en douane ne peut être acceptée que dans le cadre de l'article 132 du REC mentionné supra.

CHAPITRE II.

LES ÉLÉMENTS À AJOUTER

Les éléments à ajouter au prix effectivement payé ou à payer, limitativement énumérés à l'article 71 du CDU, regroupent :

- ◆ **les commissions à la vente et les frais de courtage** (article 71-1 a) i) du CDU) ;
- ◆ **la valeur des contenants et des emballages** (article 71-1 a) ii) et iii) du CDU) ;
- ◆ **les « apports » matériels et immatériels** (articles 71-1 b) du CDU et 135 du REC) ;
- ◆ **les redevances et droits de licence** (articles 71-1 c) du CDU et 136 du REC) ;
- ◆ **la valeur du produit de toute revente, cession ou utilisation ultérieure des marchandises** (article 71-1 d) du CDU) ;
- ◆ **les frais de transport et d'assurance tiers pour les marchandises importées** (article 71-1 e) du CDU, article 138 du REC, annexe 23-01 du REC) ;
- ◆ **les frais de chargement et de manutention connexes au transport des marchandises importées** (article 71-1 e) du CDU).

Conformément à l'article 71-2 du CDU, tout élément qui est ajouté au prix effectivement payé ou à payer est fondé sur des données objectives et quantifiables.

L'article 70-3 du CDU rappelle qu'aucun élément n'est ajouté au prix payé ou à payer, à l'exception de ceux mentionnés à l'article 71 du CDU.

Attention, les paiements complémentaires peuvent toutefois se rapporter au prix effectivement payé ou à payer, pour autant que les conditions visées aux articles 70 du CDU et 129 du REC soient remplies.

Si la valeur des éléments à ajouter au prix effectivement payé ou à payer n'est pas définitivement connu au moment de l'importation, deux possibilités sont notamment offertes au déclarant pour sécuriser la déclaration de la valeur :

- ◆ la procédure de l'autorisation de valeur provisoire : en amont de l'opération d'importation, l'opérateur sollicite du bureau de douane compétent une autorisation par laquelle il bénéficie du droit de déclarer une valeur en douane provisoire. À charge, dans le délai fixé par l'administration, de fournir tous les éléments nécessaires pour calculer la valeur en douane définitive des marchandises importées et régulariser les droits et taxes dus.
- ◆ la procédure d'autorisation d'ajustement : à partir des données comptables antérieures de l'opérateur, un taux ou un forfait d'ajustement est déterminé par l'administration avec l'aide de l'opérateur. Le taux (exprimé en pourcentage du prix des marchandises importées) ou le forfait, est applicable directement lors de chaque importation de marchandises concernées. Les marchandises sont ainsi dédouanées avec une valeur en douane définitive.

À défaut d'une autorisation spécifique préalable délivrée par l'administration des douanes, l'opérateur devra utiliser une méthode secondaire d'évaluation en douane.

CHAPITRE III.

LES ÉLÉMENTS À RETRANCHER

Les éléments à retrancher au prix effectivement payé ou à payer, limitativement énumérés à l'article 72 du CDU, regroupent :

- ◆ **les frais de transport après l'entrée des marchandises dans le TDU** (article 72 a) du CDU) ;
- ◆ **les frais relatifs à des travaux de construction, d'installation, de montage, d'entretien ou d'assistance technique, entrepris après l'entrée sur le TDU**, des marchandises importées, telles que des installations, des machines ou du matériel industriel (article 72 b) du CDU) ;
- ◆ **les montants des intérêts au titre d'un accord de financement** conclu par l'acheteur et relatif à l'achat des marchandises importées, que le financement soit assuré par le vendeur ou par une autre personne, pour autant que l'accord de financement considéré a été établi par écrit et que l'acheteur peut démontrer, si demande lui en est faite, que les conditions suivantes sont réunies :
 - de telles marchandises sont effectivement vendues au prix déclaré comme prix effectivement payé ou à payer ;
 - le taux d'intérêt réclamé n'excède pas le niveau couramment pratiqué pour de telles transactions au moment et dans le pays où le financement a été assuré (article 72 c) du CDU) ;

- ◆ **les frais relatifs au droit de reproduire dans l'Union** les marchandises importées (article 72 d) du CDU) ;
- ◆ **les commissions d'achat** (article 72 e) du CDU) ;
- ◆ **les droits à l'importation et autres taxes dans l'Union** en raison de l'importation ou de la vente des marchandises (article 72 f) du CDU) ;
- ◆ nonobstant l'article 71-1 c) (relatif aux redevances), **les paiements effectués par l'acheteur en contrepartie du droit de distribuer ou de revendre les marchandises importées**, si ces paiements ne sont pas une condition de la vente pour l'exportation des marchandises à destination de l'Union (article 72-g) du CDU).

SOUS - PARTIE II

LES MÉTHODES SECONDAIRES D'ÉVALUATION

En l'absence de valeur transactionnelle (article 70-1 du CDU) ou si cette dernière n'est pas acceptable pour l'évaluation en douane, il est nécessaire d'appliquer les méthodes secondaires (article 74 du CDU) pour déterminer la valeur en douane.

Il existe cinq méthodes secondaires :

- ◆ la méthode comparative de la valeur transactionnelle de marchandises identiques (article 74-2 a) du CDU) ;
- ◆ la méthode comparative de la valeur transactionnelle de marchandises similaires (article 74-2 b) du CDU) ;
- ◆ la méthode déductive (article 74-2 c) du CDU) ;
- ◆ la méthode de la valeur calculée (article 74-2 d) du CDU) ;
- ◆ les méthodes du dernier recours (article 74-3 du CDU, articles 144-1 et 144-2 du REC).

Les méthodes secondaires sont à appliquer dans leur ordre d'énonciation et il n'est possible de passer d'une méthode à l'autre que dans la mesure où la précédente n'est pas applicable. Le choix de la méthode d'évaluation retenue dépend des éléments et informations à la disposition de l'opérateur, voire de l'administration. Il doit être justifié et les éléments d'appréciation sont communiqués à l'opérateur.

Exception : À la demande du déclarant, les méthodes deductives et de la valeur calculée sont interchangeables dans leur ordre d'application.

Les méthodes du dernier recours doivent être utilisées uniquement lorsque toutes les méthodes précédentes se sont révélées inapplicables.

Il est nécessaire, lors de l'utilisation des méthodes secondaires, qu'une coopération s'instaure entre l'administration et le déclarant en vue de parvenir à une détermination rapide et satisfaisante de la valeur à déclarer.

Enfin, lorsque des éléments nécessaires à la détermination de la valeur en douane ne sont pas connus au moment du dédouanement et que l'opérateur utilise une des méthodes secondaires, l'opérateur est invité à solliciter, en amont des opérations de dédouanement, une autorisation de valeur provisoire. À défaut, la méthode secondaire d'évaluation en douane à utiliser devra prendre en considération la valeur des éléments manquants.

CHAPITRE I

LES MÉTHODES COMPARATIVES

Pour déterminer la valeur en douane des marchandises importées, il convient de se référer à une valeur transactionnelle déjà acceptée et relative à des marchandises identiques, voire similaires.

L'utilisation de marchandises similaires suppose qu'aucune donnée relative à des marchandises identiques ne soit disponible.

Chacune de ces deux méthodes est subordonnée à de strictes conditions d'application.

SECTION I. Les marchandises identiques

Les marchandises identiques sont définies à l'article 1-4 du REC comme étant « *produites dans le même pays [et] qui sont identiques en tous points, y compris les caractéristiques physiques, la qualité et la réputation* ».

Des différences d'aspect mineures n'empêchent pas des marchandises d'être considérées comme identiques.

SECTION II. Les marchandises similaires

Définies à l'article 1-14 du REC, les marchandises similaires sont des « *marchandises produites dans le même pays qui, sans être pareilles à tous les égards, présentent des caractéristiques semblables et sont composées de matières semblables, ce qui leur permet de remplir les mêmes fonctions et d'être commercialement interchangeables* ».

La qualité des marchandises, leur réputation et l'existence d'une marque de fabrique ou de commerce sont à prendre en compte pour déterminer si ces marchandises sont similaires.

SECTION III. L'utilisation de la valeur transactionnelle de marchandises identiques ou similaires

Conformément aux dispositions de l'article 74-2 a) du CDU et 141 du REC, pour pouvoir être utilisées afin d'établir la valeur en douane, il est nécessaire que les marchandises identiques, voire similaires, aient été :

- ◆ vendues pour l'exportation à destination du TDU ;
- ◆ exportées au même moment ou à peu près au même moment que les marchandises à évaluer ;
- ◆ vendues au même niveau commercial ;
- ◆ vendues sensiblement dans les mêmes quantités.

En l'absence de telles ventes, il est possible de se référer à des ventes réalisées à un autre niveau commercial ou dans des quantités différentes.

La valeur transactionnelle est ajustée pour tenir compte des différences qui peuvent exister entre les frais afférents, d'une part, aux marchandises importées et, d'autre part, aux marchandises identiques ou similaires considérées, par suite de différences de niveau commercial de vente, de quantités, de modes de transport et de distances.

Lorsque plusieurs valeurs transactionnelles sont constatées pour des marchandises identiques ou similaires, il faut prendre la valeur transactionnelle la plus basse pour déterminer la valeur en douane des marchandises importées.

Les termes de « marchandises identiques » et « marchandises similaires » ne s'appliquent pas aux marchandises qui incorporent ou comportent, selon les cas, des travaux d'ingénierie, d'étude, d'art et de design, plans et croquis, pour lesquels aucun ajustement n'a été réalisé par application de l'article 71-1-b iv) du CDU, du fait que ces travaux ont été exécutés dans l'Union.

Une valeur transactionnelle de marchandises produites par une personne différente ne doit être prise en considération que si aucune valeur transactionnelle de marchandises identiques ou similaires, produites par la même personne que les marchandises à évaluer, ne peut être constatée.

Lorsque l'utilisation des méthodes comparatives ne permet pas de déterminer la valeur en douane, il convient d'étudier la méthode suivante, c'est-à-dire la méthode déductive ou celle de la valeur calculée.

CHAPITRE II

LA MÉTHODE DÉDUCTIVE

Elle consiste à déterminer la valeur en douane en prenant comme base de calcul une valeur fondée sur le prix unitaire correspondant aux ventes sur le TDU :

- ◆ des marchandises importées, ou, à défaut, de marchandises identiques ou similaires à celles importées ;
- ◆ totalisant la quantité la plus élevée (si les marchandises importées sont vendues en plusieurs lots par exemple) ;
- ◆ ainsi faites à des personnes non liées au vendeur (lien défini à l'article 127 du REC) ;
- ◆ au moment, ou à la date la plus proche suivant l'importation des marchandises à évaluer et, dans tous les cas, dans un délai maximum de 90 jours après l'importation ;
- ◆ dans l'état où elles ont été importées ou, à défaut, à la demande du déclarant, de marchandises vendues après ouvraison ou transformation ultérieure, compte tenu de la valeur ajoutée par l'ouvraison ou la transformation.

En vertu des dispositions de l'article 142 du REC, les ventes suivantes ne sont pas prises en considération afin de déterminer la valeur en douane :

- ◆ les ventes de marchandises à un niveau commercial autre que le premier suivant l'importation ;
- ◆ les ventes à des personnes liées ;
- ◆ les ventes à des personnes qui fournissent, directement ou indirectement, sans frais ou à coût réduit, les marchandises ou services énumérés à l'article 71-1 b) du CDU (apports), qui sont utilisés lors de la production et de la vente pour l'exportation des marchandises importées ;
- ◆ les ventes en quantité insuffisante pour que le prix unitaire puisse être déterminé.

Lorsque la quantité la plus élevée est vendue à un prix particulièrement faible (par exemple lorsqu'il s'agit d'un lot avarié), ce prix ne peut être retenu, car il n'est pas significatif.

Une fois la valeur déterminée, les éléments infra doivent en être déduits :

- ◆ commissions ou marges pratiquées pour bénéfices et frais généraux ;
- ◆ frais habituels de transport, d'assurance et frais connexes ayant eu lieu après l'introduction dans le TDU ;
- ◆ droits (droits de douane, antidumping, compensateurs) et taxes (TVA, etc.) perçus à l'importation.

La valeur en douane de certaines marchandises périssables visées à l'**annexe 23-02 du REC** et importées en consignation peut être directement déterminée sur la base de la méthode déductive. À cet effet, les prix unitaires sont notifiés à la Commission par les États membres et diffusés par celle-ci au moyen du TARIC, conformément à l'article 6 du règlement (CEE) no 2658/87 du Conseil.

CHAPITRE III

LA MÉTHODE DE LA VALEUR CALCULÉE

La méthode de la valeur calculée consiste à établir la valeur en douane à partir des éléments constitutifs du prix, communiqués par le producteur de la marchandise considérée, c'est-à-dire :

- ◆ du coût ou de la valeur des matières et des opérations de fabrication, ou autres, mises en œuvre pour produire les marchandises importées constitué :
 - du coût de production (coût de la main d'œuvre, coût des matières consommées, coût des outils, matrices, moules et objets similaires, coût d'assemblage, coût d'utilisation des machines lors du processus de fabrication), qui regroupe toutes les dépenses inhérentes aux opérations visant à créer des biens économiques ;
 - du coût des contenants et le coût de l'emballage (voir l'article 71-1 a) ii) et iii) du CDU) ;
 - de la valeur, imputée dans les proportions appropriées, des apports (produits et services mentionnés à l'article 71-1 b) du CDU), qui auraient été fournis directement ou indirectement par l'acheteur, sans frais ou à coût réduit, pour être utilisés dans la production des marchandises importées. La valeur des apports, mentionnés à l'article 71-1 b) iv) du CDU et exécutés dans l'Union n'est incluse que dans la mesure où ces éléments sont mis à la charge du producteur.
- ◆ d'un montant représentant les bénéfices et les frais généraux égal à celui qui entre généralement dans les ventes de marchandises de la même nature ou de la même espèce que les marchandises à évaluer, qui sont faites par des producteurs du pays d'exportation à destination de l'Union. Les frais généraux s'entendent comme les coûts directs et indirects de la production et de la commercialisation des marchandises pour l'exportation, qui ne sont pas inclus en vertu de l'article 74-2 d) i) du CDU (matières et opérations de fabrication) ;
- ◆ des frais de transport, d'assurance, de chargement et de manutention connexes au transport des marchandises importées jusqu'au lieu d'introduction sur le TDU.

Le coût ou la valeur des éléments supra ne peut, en aucun cas, être compté deux fois dans la détermination de la valeur calculée.

Cette méthode peut être utilisée uniquement si le producteur des marchandises exportées dans le TDU est disposé à fournir les données nécessaires, issues de sa comptabilité générale, détaillant ses coûts. L'utilisation de cette méthode suppose que l'administration des douanes puisse conduire toutes les vérifications ultérieures nécessaires (article 143-1 du REC).

Si cette dernière n'est pas convaincue par la véracité ou l'exactitude des renseignements présentés, la méthode de la valeur calculée ne pourra être retenue.

CHAPITRE IV

LES MÉTHODES DU DERNIER RECOURS

Lorsque les méthodes secondaires précédemment évoquées (article 74-2 du CDU) se sont révélées inapplicables, les méthodes du dernier recours (méthodes « *fall back* »), prévues aux articles 74-3 du CDU et 144 du REC, doivent être mises en œuvre pour déterminer la valeur en douane des marchandises importées.

Dès lors, il s'agit de déterminer la valeur en douane sur la base de données disponibles dans l'Union, par des moyens raisonnables compatibles avec les principes et les dispositions générales de l'Accord relatif à la mise en œuvre de l'article VII de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (Accord de l'OMC sur l'évaluation) et les dispositions des articles 69 à 76 du CDU.

En pratique, les méthodes du dernier recours consistent, dans un premier temps, à tenter d'utiliser les méthodes secondaires précédentes, dans leur ordre de priorité, mais avec une souplesse raisonnable dans leur application. La valeur ainsi déterminée se fonde, dans la plus grande mesure possible, sur des valeurs en douane déterminées antérieurement (Article 144-1 du REC).

Si l'article 144-1 ne peut être appliqué, c'est-à-dire si la valeur en douane ne peut être déterminée en appliquant les méthodes secondaires avec une souplesse raisonnable, il faut se référer à l'article 144-2 du REC.

Dans ce cas d'autres méthodes appropriées peuvent être utilisées à condition qu'elles ne soient pas expressément exclues. Ainsi, la valeur en douane, déterminée selon les méthodes du dernier recours, ne peut se fonder sur les éléments suivants :

- ◆ le prix de vente, sur le territoire douanier de l'Union, de marchandises produites sur le territoire douanier de l'Union ;
- ◆ un système dans lequel la plus élevée de deux valeurs possibles est utilisée pour la détermination de la valeur en douane ;
- ◆ le prix de marchandises sur le marché intérieur du pays d'exportation ;
- ◆ le coût de production, autre que les valeurs calculées qui ont été déterminées pour des marchandises identiques ou similaires en vertu de l'article 74 du CDU ;
- ◆ des prix pour l'exportation à destination d'un pays tiers ;
- ◆ des valeurs en douane minimales ;
- ◆ des valeurs arbitraires ou fictives.

Il peut s'agir, par exemple, d'avoir recours à des tarifs de ventes pour l'exportation à destination du pays d'importation ou encore une évaluation à partir du montant des loyers.

Le recours à un expert peut également être envisagé à l'initiative de l'importateur ou de la douane (article 67 quinquies A du Code des douanes – national).

SOUS-PARTIE III

LES AUTORISATIONS RELATIVES A LA VALEUR EN DOUANE

CHAPITRE I

L'AUTORISATION DE VALEUR PROVISOIRE

Depuis le 1^{er} mai 2016, les déclarations incomplètes sont couvertes par une procédure dénommée « déclaration simplifiée » (article 166 et suivants du CDU) dont relève l'autorisation de valeur provisoire.

Les autorités douanières peuvent accepter le placement de marchandises sous un régime douanier sur la base d'une déclaration simplifiée qui omet une partie des énonciations ou des documents exigés dans le cadre d'une déclaration en douane établie selon les modalités de droit commun.

Dans ce cas, l'article 167 du CDU prévoit que « *le déclarant doit déposer au bureau de douane compétent, dans un délai déterminé, une déclaration complémentaire comportant les énonciations nécessaires pour le régime douanier concerné* ». Les conditions sont précisées aux articles 146 et 147 du RDC.

Déclinaison de l'autorisation de déclaration simplifiée, l'autorisation de valeur provisoire permet de différer la détermination de la valeur en douane définitive, lorsque des informations relatives aux éléments de composition de la valeur ne sont pas connues ou disponibles au moment du dédouanement (frais de transport, redevances, commissions, remises ou révision de prix de transfert, etc.).

Dans un premier temps, les marchandises sont dédouanées sur la base d'une déclaration simplifiée de la valeur, provisoirement déterminée sur la base des éléments connus et d'une estimation des éléments inconnus (phase 1), avant d'être régularisée, par le dépôt d'une déclaration complémentaire comportant l'ensemble des éléments nécessaires au calcul de la valeur en douane réelle et définitive (phase 2). L'autorisation de valeur provisoire peut être délivrée pour des flux à l'import comme à l'export, quelle que soit la méthode d'évaluation en douane utilisée (valeur transactionnelle ou méthodes secondaires).

En tant que décision relative à l'application de la législation douanière, cette autorisation est soumise aux règles générales de délivrance des décisions douanières (article 22 et suivants du CDU).

L'autorisation de valeur provisoire peut être ponctuelle, sollicitée par l'opérateur en amont de la déclaration en douane, et ne concerner qu'une opération douanière particulière. Dans ce cas, elle relève exclusivement de l'article 166-1 du CDU.

Pour les flux réguliers, l'utilisation de cette procédure doit faire l'objet d'une autorisation formalisée, délivrée en amont des opérations, par le pôle de gestion des procédures du bureau de dédouanement, conformément à l'article 166-2 du CDU. L'autorisation de valeur provisoire utilisée de manière régulière est accordée si les conditions d'octroi prévues à l'article 145 du RDC sont remplies.

CHAPITRE II

L'AUTORISATION D'AJUSTEMENT

En vertu de l'article 73 du CDU, les autorités douanières peuvent délivrer une autorisation d'ajustement lorsque certains éléments, de la valeur transactionnelle uniquement, ne sont pas quantifiables lors du dédouanement. L'autorisation d'ajustement permet de déclarer une valeur en douane définitive par application d'un taux d'ajustement (ou d'un forfait – voir infra) calculé sur la base de données antérieures fournies par l'opérateur.

L'autorisation d'ajustement de la valeur peut couvrir :

- ◆ les éléments à ajouter conformément à l'article 71 du CDU ;
- ◆ les éléments à déduire conformément à l'article 72 du CDU ;
- ◆ les montants à inclure au titre de l'article 70-2 du CDU.

Ainsi, il est possible de déposer une demande d'autorisation d'ajustement lorsque le prix lui-même est sujet à variation (à la hausse comme à la baisse) après dédouanement (paiements complémentaires, etc.).

Directement appliqué au prix facturé par article sur la déclaration en douane, le taux d'ajustement correspond à l'élément de la valeur transactionnelle dont le montant n'est pas connu lors du dédouanement.

Un forfait d'ajustement peut remplacer le taux d'ajustement et couvrir les éléments à réintégrer dans la valeur transactionnelle lorsque les frais sont fixes ou ne sont pas fonction du prix facturé (exemple : poids / distance pour des frais de transport) et que son utilisation est jugée pertinente.

Cette autorisation est délivrée, en amont des opérations d'importation envisagées, par le bureau de la politique tarifaire et commerciale de la Direction générale des douanes et droits indirects.

Cette procédure constitue ainsi une mesure de sécurisation et de simplification de l'évaluation, permettant la déclaration d'une valeur définitive au moment de l'importation, ne nécessitant pas de régularisation a posteriori, ni la constitution d'une garantie particulière.

En tant que décision relative à l'application de la législation douanière, cette autorisation est soumise aux règles générales de délivrance des décisions douanières (article 22 et suivants du CDU).

Les conditions à remplir préalablement à l'octroi de l'autorisation sont mentionnées à l'article 71 du RDC.

DEUXIÈME PARTIE

LA VALEUR EN DOUANE À L'EXPORTATION

La valeur des marchandises à l'exportation est définie par l'article 36 du Code des douanes (national) qui dispose :

« À l'exportation, la valeur à déclarer est celle de la marchandise au point de sortie, majorée, le cas échéant, des frais de transport jusqu'à la frontière, mais non compris le montant :

- ◆ *des droits de sortie ;*
- ◆ *des taxes intérieures et charges similaires dont il a été donné décharge à l'exportateur ».*

Cette définition étant une définition nationale, le point de sortie auquel elle se réfère est le point de sortie du territoire national.

Toutefois, les principes d'évaluation retenus à l'importation sont, de manière générale, applicables à l'exportation.

Les principales difficultés dans la détermination de la valeur à l'exportation concernent essentiellement le choix de la valeur de base (notamment en cas d'absence de vente ou de ventes successives) et les ajustements à lui appliquer lorsqu'ils sont différents de ceux pratiqués pour la valeur à l'importation.

SECTION I. Détermination de la valeur facturée

La valeur des marchandises exportées doit correspondre à l'intégralité du prix que paie l'acheteur en contrepartie de la fourniture des marchandises.

La valeur étant déterminée au point de sortie, le prix à prendre en considération dans le cas d'une succession de ventes est le prix pour la dernière vente intervenue avant l'exportation.

En l'absence de vente, la valeur en douane des marchandises exportées est déterminée en application des méthodes secondaires par analogie avec les méthodes prévues par le CDU.

SECTION II. Ajustements de la valeur facturée

A. Les frais de transport

Transport maritime : lorsque la marchandise est expédiée à l'étranger par la voie maritime, la valeur en douane est la valeur FOB / FAB - *Incoterms*® 2020 - de la marchandise, port d'embarquement convenu, s'il s'agit d'un port national.

Il convient donc de ramener le prix des marchandises exportées à la valeur FOB / FAB lorsque celles-ci sont facturées autrement.

Lorsque le prix facturé est un prix qui ne comprend pas les frais de mise à bord du navire, il est admis, par tolérance administrative et souci de simplification, que ces frais, qui ne sont en général pas connus au moment du dépôt de la déclaration d'exportation, ne soient pas pris en considération.

Transport aérien : lorsque la marchandise est transportée par voie aérienne, la valeur en douane est la valeur franco-aéroport de départ, s'il s'agit d'un aéroport national. Cette valeur correspond à la valeur de la marchandise majorée des frais de transport et d'assurance jusqu'à l'aéroport d'embarquement.

Elle ne comprend donc pas, notamment, les frais de manutention et de chargement à l'aéroport de départ ou les honoraires de commissionnaire en douane et la commission de transit.

Transport terrestre : lorsque la marchandise est transportée par route, chemin de fer ou par voie fluviale, la valeur en douane est la valeur franco-frontière française.

B. Les commissions

Le prix facturé à l'acheteur peut servir de base à la valeur à l'exportation sans qu'il y ait lieu :

- ◆ d'en déduire la commission éventuellement versée par l'exportateur à un représentant, agent ou commissionnaire établi à l'étranger ;
- ◆ d'y ajouter la commission éventuellement due par l'acheteur à un représentant, agent ou commissionnaire établi en France.

Cependant :

- ◆ si l'exportateur a versé une commission à un intermédiaire établi en France à l'occasion de la vente, cette commission est normalement comprise dans le prix facturé à l'acheteur étranger et ne doit pas être déduite pour l'établissement de la valeur à l'exportation ;
- ◆ la commission éventuellement versée par l'acheteur à un intermédiaire établi à l'étranger, à l'occasion de la vente, ne doit pas être ajoutée au prix facturé pour la détermination de la valeur à l'exportation.

Lorsque la vente donnant lieu à l'exportation est faite par un commissionnaire agissant pour le compte du vendeur, mais en son propre nom, la valeur à l'exportation est déterminée :

- ◆ sur la base du prix facturé à l'acheteur par le commissionnaire si celui-ci est établi en France ;
- ◆ sur la base du prix facturé par le vendeur au commissionnaire si celui-ci est établi à l'étranger ; lorsque, dans ce dernier cas, le prix facturé ne comprend pas la rémunération du commissionnaire, cette rémunération n'est pas ajoutée au prix ; elle n'est toutefois pas à déduire lorsqu'il la comprend.

C. Les frais d'études et d'outillage

Lorsque les frais afférents aux études et aux outillages spéciaux nécessaires à la fabrication des marchandises exportées ont été engagés par le fabricant des marchandises, l'incidence de ces frais est normalement comprise dans le prix facturé et, par voie de conséquence, dans la valeur à l'exportation.

Lorsque les études et outillages nécessaires à la fabrication de la marchandise exportée ont été mis gratuitement à la disposition du fabricant des marchandises, le prix facturé par le fabricant à l'acheteur étranger ne comprend pas l'incidence des frais afférents ; ce prix peut néanmoins, sans être ajusté à ce titre, servir de base à la valeur à l'exportation.

D. Redevances et droits de licence (y compris droits d'auteur, droits de reproduction)

Si la valeur du droit intellectuel attaché à la marchandise exportée est incluse dans le prix, elle est également incluse dans la valeur à l'exportation déterminée sur la base de ce prix.

Si la valeur du droit intellectuel est payée sous forme de redevance ou de droit de licence, il n'y a pas lieu de l'incorporer dans la valeur à l'exportation.

E. Les droits et prélèvements perçus à la sortie

Les droits de sortie et, par assimilation, les prélèvements à la sortie, sont exclus de la valeur à l'exportation.


Par conséquent, lorsque le prix facturé pris pour base de l'évaluation comprend au surplus ces éléments, ceux-ci doivent en être déduits. Dans le cas où l'exportateur les facturerait séparément à son acheteur, leur montant ne serait pas à ajouter au prix facturé pour déterminer la valeur à la sortie.

F. Les restitutions et autres aides à l'exportation

Le montant des restitutions et autres aides octroyées lors de l'exportation des marchandises ne sont ni à ajouter ni à retrancher du prix facturé pour la détermination de la valeur à l'exportation.

Toutefois, si le prix facturé a été établi sans tenir compte de ces aides et que l'exportateur a porté leur montant en déduction sur la facture ou a crédité son client étranger de tout ou partie de leur montant, cette déduction ou ce crédit est pris en considération pour l'établissement de la valeur.

Pour le ministre, et sur délégation,
la sous-directrice au commerce international
de la Direction Générale des Douanes et Droits Indirects



Hélène GUILLEMET